

Une rentrée

La préparation de la rentrée 2013 a commencé avec les décisions budgétaires de l'automne dernier. Fin du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux et créations d'emplois au ministère de l'Éducation nationale sont apparues en rupture avec la politique de suppressions massives

d'emplois menée depuis cinq ans avec la RGPP. Cependant, le budget 2013, construit selon les mêmes logiques d'austérité que celles qui dominent largement en Europe, est très loin de permettre une amélioration sensible des conditions d'étude et de travail dans nos établissements.

ÉTABLISSEMENTS

Pas d'embellie en vue

Si le ministère se félicite d'avoir « placé la rentrée 2012 sous le signe de la réparation et de l'urgence » et de mettre en œuvre pour « la rentrée 2013 [...] les priorités de la refondation », les collègues qui connaissent maintenant les moyens attribués à leurs établissements pour la prochaine rentrée ont bien du mal à partager ce bel optimisme ! Nombre d'entre eux se sont mobilisés au cours des mois de janvier et février, notamment à l'occasion des conseils d'administration sur la préparation de rentrée, pour mettre en avant les urgences de leur établissement et du second degré en général.

Défendre

les conditions d'études

EMPLOIS

Un lourd passif

Les 34 000 suppressions subies entre 2007 et 2012 ont en effet laissé le système exsangue. Elles ont été faites en ignorant sciemment la hausse des effectifs en collège dès 2009 puis dans l'ensemble du second degré depuis 2010, en transformant massivement des emplois en heures supplémentaires, en supprimant des moyens de remplacement, en faisant des réformes du lycée professionnel et du lycée général et technologique un outil au service des économies de moyens, en utilisant à plein les stagiaires comme moyens d'enseignement, en imposant aux personnels des conditions de service de plus en plus lourdes avec la remise en cause de certaines décharges statutaires...

Investir

dans l'éducation

EFFECTIFS

Toujours les mêmes difficultés

Les 3 764 postes supplémentaires attribués au second degré public alors que 30 000 nouveaux élèves y sont attendus pour la rentrée 2013 auront des effets bien modestes sur l'ensemble des collèges et lycées, et pour nombre de ces derniers la situation prévue sera même plus difficile que celle de la rentrée 2012.

Dans la grande majorité des académies, la traduction concrète des dotations attribuées pour la rentrée 2013 montre que les situations vont se dégrader encore du fait notamment de la nouvelle hausse des effectifs d'élèves mais aussi d'une rentrée qui se prépare dans la poursuite des réformes du lycée général et technologique, avec le maintien des dispositifs ÉCLAIR, dont la remise à plat est reportée à plus tard, et aucune perspective de remise en cause de la réforme du bac professionnel...

L'amélioration des conditions d'accueil des élèves et de travail des personnels ne seront donc pas au rendez-vous : 35 élèves par classe en lycée, 30 en collège et à peine moins dans les ÉCLAIR, désorganisation pédagogique en lien avec les réformes du lycée, encadrement de la vie scolaire insuffisant, importance du taux d'heures supplémentaires, recherche de « gisements » au travers du décompte des heures statutaires, multiplication des postes à compléments de service... le changement c'est très lentement !

Mais aussi d'une rentrée qui se prépare dans le cadre de la réforme du lycée général et technologique, du maintien des dispositifs ÉCLAIR, dont la remise à plat est reportée à plus tard, et d'absence de remise en cause de la réforme du bac professionnel...

L'ampleur des difficultés que nous rencontrons au quotidien dans l'exercice de nos métiers, pour faire en sorte que tous nos élèves entrent dans les apprentissages et se fixent des objectifs de formation ambitieux, est réelle. Résoudre ces difficultés nécessite des réformes de fond. Et cela nécessite aussi la création des moyens supplémentaires importants. C'est aussi cela que nous dirons fortement le 6 avril.


www.snes.edu